

Perspectives économiques de Madagascar

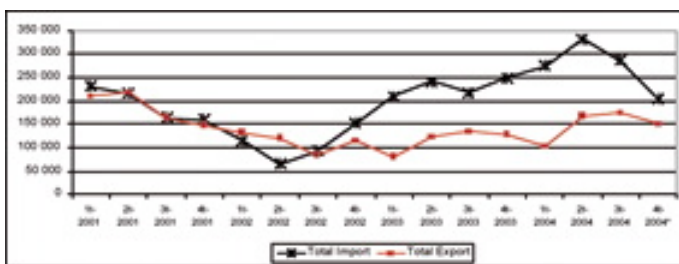
par **Gaston Ramenason**,
Président d'Honneur du GEM,
représentant le GEM au Forum Francophone des Affaires



- ces deux actions, en milieux urbains d'une part et dans les campagnes d'autre part sont complémentaires : elles nécessitent la mobilisation des entreprises pour les inciter à investir aux fins de meilleures productivité et compétitivité.
- la nécessité d'une politique incitative à l'investissement et à l'exportation, cette dernière montrant une évolution stagnante par rapport à celle des importations.

1. Evolution récente et perspectives à court terme

Importation et exportation en (x1000) EURO



source INSTAT

L'économie était en récession dès 2001 (Imports et Exports en diminution). Cette récession a continué au premier semestre 2002 durant la crise politique.

Un début de redressement a commencé dès le troisième trimestre 2002, les entreprises ayant amorcé leur démarrage dès Juillet 2002 sous l'impulsion notamment du GEM et des Pouvoirs Publics.

Ce redressement (Import et Export) s'est raffermi en 2003 avec le lancement, début 2003, des travaux d'infrastructure et les effets de la détaxation à partir du troisième trimestre 2003.

La courbe de l'importation montre nettement que la détaxation a permis de reprendre à partir du troisième trimestre 2003 le redressement qui s'est essouffé vers le deuxième trimestre 2003.

Le redressement s'essouffle de nouveau à partir du second semestre 2004 du fait notamment de la faiblesse du pouvoir d'achat. L'importation se redresse d'une manière plus significative que l'exportation, ce qui continue de rendre fragile la parité monétaire.

Concernant les perspectives pour 2005, le taux de croissance du PIB estimé initialement à 6,3 % - dont 3,6 % pour le secteur primaire (3,1 % en 2004), 6,1 % pour le secteur secondaire (6,6 % en 2004) et 7,4 %

pour le secteur tertiaire (6,0 % en 2004) - a été revu à la baisse.

Elle se situerait entre 5 et 6 % du fait des

retombées économiques de la situation de la JIRAMA (la société nationale d'électricité et d'eau du pays) contrainte de procéder à de sévères mesures de redressement technique et financier après une quinzaine d'années de défaillances (notamment sur le plan de l'entretien des infrastructures et des équipements de production et de distribution), et d'une conjoncture internationale défavorable (notamment flambée du prix du pétrole, impacts de la fin de l'Accord Multifibre et concurrence des industries textiles chinoises).

Pour le secteur primaire, le dynamisme devrait résulter de la performance de la priorité donnée au développement rural et notamment à la riziculture. La poursuite des investissements publics dans la construction des infrastructures routières et la relance du tourisme devraient contribuer à la croissance du secteur tertiaire.

L'évolution de l'économie malgache de ces dernières années amène à tirer les leçons suivantes pour l'avenir immédiat :

- la nécessité d'augmenter le pouvoir d'achat indispensable en particulier à l'essor de l'industrie nationale : en milieux urbains, par la croissance du couple salaires/productivité, dans les campagnes par la priorité donnée au développement rural dont un objectif est de donner aux paysans un pouvoir d'achat significatif notamment par l'augmentation des prix de leurs produits dont le riz.

2. Perspectives à moyen terme

Le cadre macroéconomique élaboré par le Gouvernement en collaboration avec le FMI prévoit que le taux de croissance devrait se stabiliser autour de 6 % à l'horizon 2009 et le taux d'inflation autour de 5 %. Le déficit budgétaire devrait baisser à 1,6 % du PIB (contre 3,9 % du PIB en 2005) et serait financé par des ressources extérieures.

L'atteinte du point d'achèvement de l'initiative PPTTE en octobre 2004, l'allègement de la dette bilatérale accordé par un certain nombre de partenaires bilatéraux dont la France, l'octroi annoncé par le Gouvernement des Etats Unis d'Amérique en mars 2005 d'une aide de 110 millions de dollars dans le cadre du Millenium Challenge Account, l'annulation de la dette due aux institutions financières internationales devraient aider le pays à consolider la stabilité macroéconomique et à dégager des ressources importantes pour financer le développement économique et social.

Sur un autre plan, l'adhésion de Madagascar à différentes structures d'intégration économique et de coopération régionale - Commission de l'océan indien (COI), Marché commun pour l'Afrique de l'est et australe (COMESA), Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) offrent des opportunités d'accès aux marchés pour les produits malgaches, et par conséquent des perspectives de rétablissement de l'équilibre de la balance commerciale et d'amélioration de la croissance de l'économie malgache.

Madagascar participe d'ores et déjà aux efforts d'intégration économique et de coopération régionale. L'on peut citer l'adoption du système harmonisé de nomenclature douanière et de l'informatisation de la douane par le système SYDONIA ++. ■